



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1458

03 septembre 2020

- **Haïti-Criminalité : Panique et fuite désordonnée d'habitants du Bel Air, le 31 août, face à l'assaut de bandes armées...**
- **Actes de vandalisme à la résidence du bâtonnier de Port-au-Prince assassiné, Me. Monferrier Dorval**
- **Assassinat, le vendredi 28 août, du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me. Monferrier Dorval**
- **La police nationale d'Haïti déclarée en état d'alerte maximale pour faire face à la terreur des gangs armés**

## >> Haïti-Criminalité : Panique et fuite désordonnée d'habitants du Bel Air, le 31 août, face à l'assaut de bandes armées...

Déchirants, lancinants, révoltants... de nombreux cris de douleur d'enfants et de femmes, désemparés, vers la fin d'après-midi du lundi 31 août, face à des groupes d'assaillants lourdement armés, vêtus de noir, qui ont investi la zone du Bel Air (centre-ville de Port-au-Prince), en tirant de nombreuses rafales. Le quartier du Bel Air surplombe le Champ de Mars, principale place publique de la capitale. N'étant nullement inquiétés, ces assaillants à moto et munis de gallons de gazoline, ont répandu le feu dans plusieurs maisons. Les appels au secours des familles au Bel Air ont été ignorés. L'attaque armée s'est poursuivie pendant plusieurs heures, sans aucune intervention de la police nationale, au mépris des autorités politiques. Plusieurs personnes ont été blessées par balles, et les dégâts matériels sont considérables. Le bilan des assauts de ces bandes armées n'est pas encore connu. Les victimes mettent ce nouveau massacre sur le compte de la fédération des gangs armés, dénommée « G9 en famille et alliés » et contrôlée par un ancien policier national, répondant au nom de Jimmy Chérizier, alias « Barbecue ». Peu avant leur incursion, les assaillants armés ont discuté, dans la cordialité, avec des policiers nationaux qui sont descendus d'un véhicule blindé, pour fraterniser avec eux, raconte un témoin. « J'ai dû brusquement courir, sans avoir eu le temps de rien prendre dans la maison. Je n'ai que les seuls habits, que je porte », témoigne, très ému, un

habitant de Delmas 18, contraint de s'enfuir et d'abandonner, dans la panique, sa maison. Ce témoignage reflète la situation de terreur, qu'ont vécu la plupart des familles du Bel Air, devenues brusquement la proie des gangs armés. Craignant pour leur vie, des habitants ont tenté de fuir la zone, pour aller se réfugier au Champ de Mars, non loin des ruines du palais présidentiel, ainsi que dans le quartier de Fort National, tout proche. Des gens, avec des enfants sous les bras, d'autres portant des valises et d'autres effets, plusieurs pieds nus, ont été observés à l'avenue Poupelard, au Poste Marchand, en quête d'endroits sûrs où se réfugier. Surpris par cette incursion armée, d'autres, qui n'ont pas eu le temps de s'échapper, se sont mis à plat ventre, pour tenter d'éviter des balles perdues. Malheureusement, plusieurs personnes, dont le nombre n'est pas encore déterminé, ont été blessées. Certaines ont été emmenées à l'hôpital, pour les soins appropriés que nécessitait leur état. En début de soirée du lundi 31 août, plusieurs familles, en pleurs, se sont retrouvées disloquées. Beaucoup ne savaient pas où se trouvaient leurs proches. Aucune patrouille de police n'a été remarquée dans les parages du Bel Air. Principalement, le quartier de la rue Mayard, situé entre Carrefour Péan et la rue Saint-Martin, non loin de Delmas 18, ainsi que celui de la rue Tiremasse ont subi de grands dommages : fuite des habitants, incendie de nombreuses maisons. C'était un sauve-

qui-peut indescriptible. Jusque vers 22 heures le mardi 1er septembre, les rafales d'armes ont été entendues dans l'agglomération du Bel Air. Dans la zone de l'avenue Jean Paul II (Turgeau), des colonnes de fumée pouvaient être vues, vers la fin de l'après-midi du lundi. Ces rafales incessantes d'armes ont également provoqué de la panique dans plusieurs autres quartiers de la capitale. La circulation piétonnière et automobile est devenue de plus en plus compliquée, particulièrement vers l'est et le nord-est de Port-au-Prince. Beaucoup ont essayé de chercher des abris chez des amis, pour prévenir les dommages collatéraux, face à cette nouvelle situation de criminalité de gangs armés, dont les objectifs demeurent inconnus. Du jeudi 27 au dimanche 30 août 2020, environ une dizaine de

cas de morts violentes, beaucoup d'assassinats par balles, ont été recensés dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince. En novembre 2019, 15 morts et plusieurs blessés par balles ont été enregistrés, dans des attaques armées dans l'agglomération du Bel Air, selon un décompte du Réseau national de défense de droits humains (Rnoddh). « J'affirme que la Police nationale d'Haïti (Pnh) est complice du massacre, perpétré au Bel Air, du lundi 4 au jeudi 7 novembre 2019. Plusieurs bases de la Pnh sont tout près de nous, mais elles n'ont rien fait pour nous secourir », a dénoncé, sur AlterRadio/AlterPresse, une victime, qui a été témoin des actes, dont l'incendie de sa maison et de sa motocyclette, perpétrés par des bandits armés, à son domicile et contre sa famille au quartier Bel Air.

### **>> Actes de vandalisme à la résidence du bâtonnier de Port-au-Prince assassiné, Me. Monferrier Dorval**

Malgré des scellés apposés par la justice, et la décision d'une présence policière depuis la soirée du vendredi 28 août, des individus non encore identifiés ont cambriolé, le mardi 1er septembre, la résidence de Me. Monferrier Dorval, le bâtonnier assassiné de l'ordre des avocats de Port-au-Prince. D'où des appréhensions sur les prélèvements d'indices, capables de faciliter l'identification des assassins. « La scène du crime a été souillée. Le bâton, symbole du bâtonnier, a été volé. Une porte principale a été trouvée ouverte, au moment où des officiers de la police judiciaire se sont rendus sur les lieux, le mardi 1er septembre 2020 », a révélé un cousin du défunt, Me. Aramick Louis, ancien secrétaire d'État à la sécurité publique. Il préconise une enquête à conduire par des organisations nationales indépendantes, étatiques et internationales, afin d'éclaircir les circonstances entourant l'assassinat de Me. Dorval. Aramick Louis met en garde contre des conclusions hâtives sur le crime. Depuis le 29 août, le gouvernement rejette la responsabilité de l'assassinat du bâtonnier de Port-au-Prince sur des « oligarques véreux », qui seraient « contre la tenue d'élections et contre une réforme de la Constitution ». Autre élément important dans le dossier, le téléphone du défunt, qui a été emporté par ses agresseurs, est resté ouvert jusque vers 1 h 55 du matin le samedi 29 août, selon un avocat du barreau de Port-au-Prince.

### **>> Criminalité : Assassinat, le vendredi 28 août, du bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me. Monferrier Dorval**

Né le 10 juin 1956 à Grande Saline (département de l'Artibonite), Me. Monferrier Dorval a été assassiné, dans la soirée du vendredi 28 août 2020 par des individus armés, en sa résidence privée, à Pèlerin 5, dans la même zone où habite le président Jovenel Moïse, dans la commune de Pétionville. Cet assassinat a provoqué de vives indignations, au niveau national et international. C'est la consternation, et beaucoup sont gagnés par l'anxiété et la peur, avec le climat de terreur et d'impunité, entretenu par les gangs armés, partout en Haïti. L'assassinat de Me. Monferrier Dorval vient augmenter une liste de personnes, qui sont abattues quotidiennement en Haïti, particulièrement dans les quartiers populaires et les zones défavorisées. La Fédération des barreaux d'Haïti observe un arrêt de travail, sur le territoire national, jusqu'à l'organisation des funérailles du bâtonnier assassiné. Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (Cspj) demande aux juges de suspendre leurs travaux.

### **>> Criminalité : La police nationale d'Haïti déclarée en état d'alerte maximale pour faire face à la terreur des gangs armés**

« Aucun crime ne restera impuni... Dans un court délai, des informations seront rendues publiques sur l'état d'avancement du dossier d'enquête sur l'assassinat de Me. Monferrier Dorval », [annonce le directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti, Rameau Normil.](#)